

Le Couac



Colloque sur le renouvellement de la social-démocratie

CADAVRES ET FESTIVAL

L'INTRUSE

Les 26 et 27 octobre derniers se tenait à l'UQAM le Colloque sur le renouvellement de la social-démocratie. Annoncé en grande pompe il y a un an, cet événement était attendu par plusieurs. La social-démocratie québécoise, après une période d'hibernation de trente ans, allait-elle enfin renaître de ses cendres et mettre de l'avant des principes de lutte, tant théoriques que pratiques, nous permettant de relancer la «marche du progrès»? Ou allait-on assister à une Xe démonstration du décès politique et intellectuel des principaux animateurs du mouvement syndical? Enfin, la question principale de ce colloque pouvait se résumer ainsi : les acteurs sociaux qui ont participé à la mise en place de l'État social québécois et qui assistent depuis la première défaite référendaire à son démantèlement peuvent-ils, entre eux, se réinventer?

En début de colloque, les organisateurs de l'événement ont bien entendu tenté de diminuer les attentes. Il n'est pas question d'assister si rapidement à l'essor d'une perspective social-démocrate renouvelée. Le chemin à parcourir est si vaste et complexe que nous devons attendre quelques années avant de voir concrètement les effets du processus entamé. Bien, nous entamons alors un colloque devant porter sur le renouvellement de la social-démocratie en sachant que ce renouvellement est complexe et ne viendra pas rapidement. Sans excès de mauvaise foi, il est quand même regrettable de constater à quel point les partisans de la social-démocratie ont été inactifs depuis les années 1980. Assez clairement, on nous fait comprendre qu'une tendance sclérosée par des décennies d'inaction ne se réveille pas si facilement. Pendant que les gouvernements de la planète nous confirment l'orientation résolument antisociale du monde post crise économique et que les désordres environnementaux causés par les changements climatiques nous semblent de plus en plus concrets - voire irréversibles sans actions immédiates - les sociaux-démocrates grisonnants nous invitent à la patience.

Voilà tout le problème. D'entrée de jeu, la destination de l'événement semble tracée. Un rapide portrait des participants nous fait constater à quel point la voie que l'on nous suggère est vide et sans contenu. Dans la salle, 9 personnes sur 10 doivent avoir 60 ans ou plus. Il n'est pas question de faire de l'âgisme, les vieux comme les jeunes sont capables de se renouveler. Seulement, les vieux dont il est question ici sont les mêmes qui travaillent depuis trente ans à bloquer le développement de la gauche québécoise - toujours sous prétexte de ne pas séparer

C'est moins à un colloque qu'au pow wow d'une clique de technocrates syndicaux nostalgiques que nous assistons.

les forces et d'éviter de briser la soi-disant alliance gauche-droite constitutive du Parti Québécois. C'est moins à un colloque qu'au pow wow d'une clique de technocrates syndicaux nostalgiques que nous assistons. Menées par Gerald Larose, ancien président de la CSN, les perspectives politiques du renouvellement annoncé sont déjà bien délimitées : les sociaux-démocrates ne doivent pas s'organiser politiquement, mais viser à influencer les partis politiques qui ont une chance de gagner les prochaines élections. Et puisqu'au Québec il n'est pas possible de dissocier question sociale et question nationale, il ne nous reste qu'à militer activement au sein du PQ. Côté renouvellement des perspectives, disons qu'une impression de déjà vu se dessine.

Mais, sans se laisser abattre par ce léger désagrément d'orientation partisane, qu'est-ce qui reste au niveau du contenu? Concentrons-nous sur la soirée d'ouverture en débutant par les absents. De toute la soirée, aucune mention n'est faite du mouvement féministe ou des préoccupations de genres. Le capitalisme contemporain et l'emprise du secteur financier sur les orientations sociales et sur les transformations des rapports de classe sont à peine effleurés. Le capitalisme, comme système d'exploitation des travailleurs n'est pas énoncé et les réflexions ne semblent pas vouloir en analyser les contradictions et les limites. L'environnement se pointe par moment le bout du nez, mais pour aussitôt disparaître sur

l'autel de la création d'emplois. Pour finir, la démocratie participative - décrite comme un simple buzz word - est rapidement reléguée au statut de création de l'individualisme néolibéral, donc d'un danger risquant d'affaiblir le potentiel régulateur de l'État central.

Le message est assez clair. Repenser la social-démocratie ne signifie pas réarticuler un projet de transformations sociales et d'émancipation humaine. Le renouvellement annoncé est porté par une élite issue de la jonction entre les intérêts de l'establishment syndical et d'une certaine vision politique centrée sur la gestion technocratique du social. Le peuple, comme acteur collectif, doit être maintenu à l'extérieur du champ politique et l'individu se conformer à un modèle d'État dans lequel le citoyen ne joue un rôle actif qu'une fois aux quatre ans. Le diagnostic peut sembler sévère, mais le vide conceptuel déployé à grand renfort de panels tous aussi ennuyants les uns que les autres, nous incite à signer une fois de plus l'acte de décès cérébral des intellectuels à l'origine de l'initiative.

Ben Ali trouve enfin un pays d'accueil

Il se serait déguisé en Bêbé Doc Duvalier.

Eric Duhaime et la liberté du huissier

MARC-ANDRÉ CYR

Le libéralisme, autrefois chargé d'aspirations profondes pour l'humanité, a les mêmes racines étymologiques que la générosité. Cette qualité s'est cependant étioyée dans le processus historique qui a mené l'idéologie dominante au sommet de sa puissance. Les bourgeois sont devenus de plus en plus gras et leur cerveau de plus en plus paresseux. C'est pourquoi les frontières de la doctrine se ferment désormais précisément là où commençait la générosité qui l'animait auparavant : la Raison, jadis outil d'émancipation, est désormais froide et calculatrice, elle transforme l'humain en statistique et le critère moral en critère d'efficacité. D'idéologie vivante, le libéralisme est devenu une idéologie morte, sans vie, sans mouvement, sinon celui dicté par les impératifs de la Croissance infinie.

Les propos tenus par Eric Duhaime - celui qui est tellement fendant qu'il en a la voix fêlée - du Réseau Liberté Québec, sont une éloquente preuve de cette dégénérescence de la pensée libérale. Dans la revue L'Actualité, il

affirme, en décembre 2010 : « Traditionnellement, les politiciens ont toujours joué au Père Noël. Mais ce temps est révolu. Le prochain type de politicien dont on a besoin, c'est un huissier. Un gars qui va défoncer des portes, casser des jambes et aller chercher des chèques ». Nous sommes loin, avec ce genre de propos, des généreuses idées de liberté et de bonheur individuels qui menèrent les Lumières à la critique des autorités divines, tous en conviendront.

En 2009, devant la Commission parlementaire du gouvernement du Québec à propos du régime des rentes, il ajoute ceci :

Il y a trente ans, le Chili se dirigeait vers le même trou que le Québec d'aujourd'hui (...) le Chili a permis à ses concitoyens de choisir comment gérer leur cotisations (...) Chaque travailleur chilien est toujours obligé de cotiser mais il peut décider où investir son argent. Chacun a son propre compte et l'assurance qu'il recevra ce qu'il a versé avec les rendements générés par ses avoirs?

C'est donc à titre de « Consultant en développement démocratique » que M.

Duhaime prend le Chili de Pinochet comme exemple à suivre pour le Québec. Devant ses propos, Sam Hamad, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, n'a pu retenir son malaise : « C'est bien de Pinochet dont vous parlez? ». M. Duhaime précisera que le Chili peut-être inspirant en ce qui concerne « certains aspects » même s'il ne l'est pas en matière de droits humains.

Ces paroles, bien entendu, ne firent aucun scandale. Jamais il ne vint à l'esprit d'aucun journaliste de faire les liens entre les paroles de M. Duhaime, le régime de Pinochet et la « Constitution de la Liberté », ainsi nommée en hommage à Friedrich von Hayek, cet incontournable philosophe de la droite libertarienne. Non seulement ses propos ne furent pas traités de « dangereux » ou d'« extrémistes », mais ils furent tout simplement ignorés.

Imaginons maintenant la réaction médiatique face à des déclarations semblables, mais cette fois-ci de la part de la gauche. Imaginez un peu le tollé si Françoise David défendait les programmes sociaux de Pol Pot. Combien de chroniques vilipenderaient les propos d'un Jack Layton sou-



tenant les politiques autogestionnaires de Tito et pendant combien de temps parleraient-on de M. Khadir s'il défendait le régime universel de santé en citant l'exemple « miraculeux » de la Chine de Mao?

La droite libertarienne, qui aime à voir des « communistes » et des « islamistes » - parfois même les deux en même temps! - chez les sociaux démocrates et les Musulmans, devrait, si les journalistes « de gauche » dominaient réellement le monde médiatique tel qu'elle le prétend, avoir des comptes à rendre. Or, c'est précisément l'inverse qui se produit, et ce sont ceux et celles qui critiquent les rapports de domination et d'exploitation qui doivent se défendre d'être des ennemis de la liberté. Comme dirait Guy Debord, en société capitaliste avancée, le vrai est un moment du faux.

1 Quoiqu'il soit possible que ce soit l'inverse, on ne sait plus trop.
2 Source : Vers un Régime de Rentes du Québec renforcé et plus équitable. CAS-005M, C.G.



PLOGUES



agora

La nouvelle session de l'UPop débute en février!

Mythes et réalité derrière St-Germain-des-Prés, mardi à 19h
donnée par Éric Dussault au Bar Populaire, 6584 boul. St-Laurent

8 février Les fameuses « caves existentialistes »

22 février Stratégies autopromotionnelles à Saint-Germain-des-Prés

Parlons cerveau, mardi à 19h

donnée par Bruno Dubuc au Café Le Placard, 2129, avenue du Mont-Royal Est

15 février Mettre la table, ou le discours sur ma méthode

Qu'on science!, mercredi à 19h

donnée par Louise Caroline Bergeron au Bar Populaire, 6584 boul. St-Laurent

23 février Introduction : science, conscience et communication

Et dans les mois à venir...

Théâtre et société : *persona, skéné, drama* – début le 10 mars

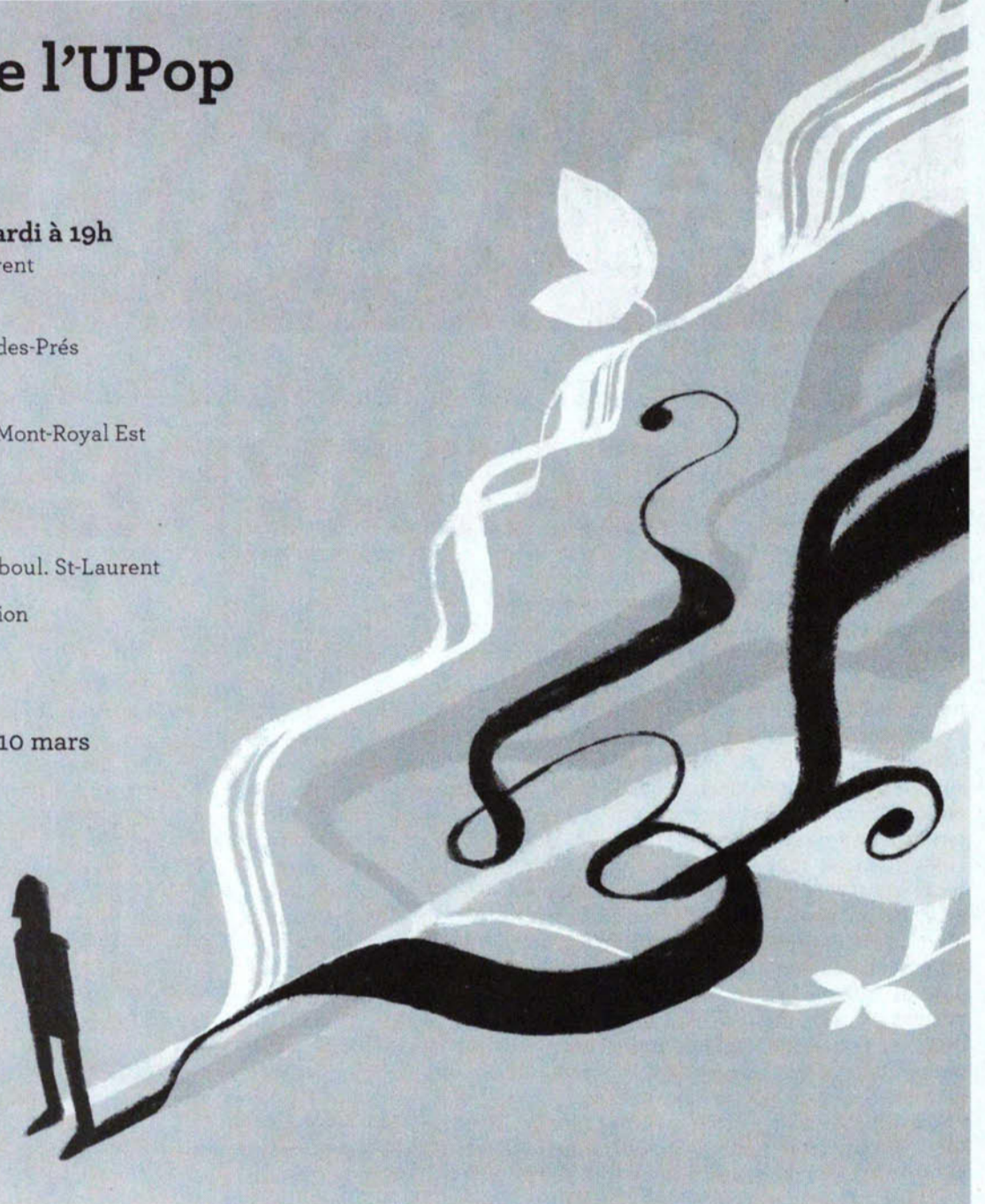
Introduction à l'écologie sonore – début le 16 mars

Plein gaz sur le schiste – début le 7 mars

Vérité et mensonge : Le marché des œuvres d'art – début le 14 avril

UPOP montréal

www.upopmontreal.com



Courrier

Mais quand reverrai-je mon petit village?

La chanson de Ridan raconte le voyage d'Ulysse et, d'une certaine façon, celui de l'auteur (un peu le mien aussi) qui voudrait bien revoir son village (Val-David) aussi charmant qu'autrefois... Il a malheureusement bien changé depuis son périple à travers le monde. Le petit boisé où poussaient bolets et chanterelles a disparu pour laisser place à un village de vacances garni de chalets en « contre-plaqué »; le petit hameau aux maisonnettes colorées (Guindonville) a fait place à un « parking »; autour du petit lac où l'on pouvait pêcher truites et brochets, il y a désormais des résidences au luxe clinquant en « simili faux vieux », grises et sans âme; la vieille gare a disparu à jamais ainsi que la boîte à chansons de la butte, dont il ne subsiste qu'un écriteau, « in memoriam ». Seuls quelques accords de Félix, une ritournelle de Charlebois et un poème de Vigneault flottent encore dans l'air, mais pour combien de temps encore... Car c'est bien connu : la poésie et la frime ne font pas bon ménage. Dans notre petit village, il y a aussi un parc : notre tour de Babel, un éléphant blanc, en quelque sorte, où les panneaux d'interdits sont légions, presque plus nombreux que les sentiers qui le traversent. Il se dégage du lieu un parfum d'amertume et de millions engloutis.

L'histoire pourrait s'arrêter là, mais non, ça continue car d'autres projets tout aussi pharaoniques et démesurés sont dans l'air. S'ils voient le jour, la dette de notre village, déjà conséquente, passerait de 6 à 12 millions de dollars (beau cadeau pour nos petits-

enfants). Par contre, toujours rien à l'horizon pour le comptoir alimentaire (aide aux plus démunis) qui agonise, pour le logement social et abordable, alors qu'il est de plus en plus difficile de trouver à se loger en bas de 800 \$, et pour les aînés en perte d'autonomie.

Monsieur de Lafontaine, qui aimait montrer les travers de son époque (pas si lointaine de la nôtre...), où mensonges et corruption allaient de pair, écrivait de nombreuses fables où nobles et courtisans revêtaient l'apparence d'animaux dotés de la parole, façon subtile de ne pas attirer les foudres des bien-pensants et d'éviter ainsi de finir ses jours dans un sombre cachot. L'une d'entre elles est fort de circonstance, il s'agit de « La grenouille et le boeuf ». C'était une grenouille pétrie d'orgueil qui voulait devenir aussi grosse qu'un boeuf par la taille et, tous les jours, elle s'informait auprès des siens : « suis-je donc aussi grosse que le boeuf? » que néni, seul son égo enflait de façon démesurée et ce, jusqu'à en perdre la raison et finalement la vie.

La grenouille, c'est un peu mon village, le boeuf ça pourrait être St-Sauveur ou plutôt Mont-Tremblant. Souhaitons simplement que la fin de l'histoire soit moins tragique...

JEAN-PIERRE CHARCE, VAL-DAVID

Pour des élections référendaires

Les journaux nous apprenaient récemment que la fréquentation des banques alimentaires a augmenté

de presque 30 % au Canada depuis deux ans et qu'un tiers des personnes touchées sont des enfants.

S'il n'en tenait qu'à la grande majorité des Québécois et des Canadiens, une aussi triste situation n'existerait pas au pays. Notre démocratie canadienne si souvent proclamée serait-elle inopérante pour traduire si peu la volonté populaire? Pour valoriser à ce point les détestables interventions militaires à l'étranger et si peu le bien-être collectif?

Je crois qu'il est important de nous employer dès maintenant à mettre progressivement en place au Canada une vraie démocratie qui ne puisse être continuellement détournée par les forces de l'argent.

Lors des prochaines élections fédérales, le Canada aura l'occasion d'améliorer considérablement le processus démocratique en place en tenant avec l'élection un référendum sur les véritables priorités des Québécois et des Canadiens. Cette consultation pourrait nous permettre de prioriser par exemple les dépenses en santé, en éducation, celles visant à améliorer le bien-être des citoyens, ou encore la réduction des dépenses militaires ou l'augmentation de l'impôt des plus riches.

Il est très important que nous amenions le gouvernement canadien à tenir une telle consultation lors des prochaines élections! Cette consultation serait peu coûteuse et ses résultats seraient exécutoires dans un laps de temps donné. Ce précédent serait un grand pas en avant pour la démocratie et vers une société juste et paisible où il fait bon vivre pour l'ensemble des citoyens, y compris pour tous nos concitoyens qui sont de plus en plus nombreux à visiter les banques alimentaires et les soupes populaires.

BRUNO MARQUIS

PAS DRÔLE

Leslie Nielsen a été salué comme un maître de la comédie par le Premier ministre Harper, qui a souligné que la seule personne qui le fait rire davantage est John Baird.

MUSIRONIE

Loi C-32

Le Parti Conservateur abolit la redevance payée sur la cassette des politiciens.

MUSIRONIE

Stephen et les arts (encore)

Inspiré par le succès de Sylvain Cossette, le Premier Ministre Stephen Harper lance un groupe de reprises économiques.

MUSIRONIE

Le Couac

6940, rue Jogues, Montréal (Québec) H4E 2W8
514.596.1017

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

CO-RÉDACTEURS EN CHEF Guillaume Beaulac, Bruno Dubuc, Simon Tremblay-Pepin.

COLLABORATEURS François Cavailles, Dror, Bruno Dubuc, Martin Dufresne, Emilie E. Joly, Walter Laupichler, Éric Martin, Maxime Morasse, Loca Noregreb, Marie-Hélène Rousseau, Maripier Santoire-Rémillard, Camille Robert, Valentin Tardi, Simon Tremblay-Pepin, Ramon Vitesse.

ILLUSTRATIONS ET PHOTOS Bobidoche, Serge Ferrand, Luc Giard, Martin Patenaute-Monette, Marco Silvestro, Ramon Vitesse.

CORRECTION Isabelle Baez

MISE EN PAGE Coopérative Molotov – molotov.ca

IMPRIMÉ PAR Hebdo-Litho

DISTRIBUÉ PAR LMPI

Abonnement et publicité : 514.596.1017
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

POUR S'ABONNER

Six mois : 17,71 \$ + taxes = 20 \$

Un an : 31,01 \$ + taxes = 35 \$

Deux ans : 53,15 \$ + taxes = 60 \$

Abonnement institutionnel

et de soutien : 53,15 \$ + taxes = 60 \$

Abonnement de groupe d'un an

(10 copies par parution) : 230,34 \$ + taxes = 260 \$

Abonnement d'un an à l'étranger :

44,30 \$ + taxes = 50 \$

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE _____

COURRIEL _____

PAR TÉLÉPHONE 514.596.1017

PAR LA POSTE Le Couac, 6940, rue Jogues
Montréal (Québec) H4E 2W8

Adressez votre chèque à : **Le Couac**

Vous voulez collaborer au Couac?

Envoyez-nous vos textes (maximum 700 mots), dessins, photomontages par courriel au info@lecouac.org.

www.lecouac.org

POURQUOI DES BONIS ?

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Chercheur à l'IRIS, www.iris-recherche.qc.ca

Nous venons de conclure, à l'IRIS, une étude sur les bonis dans le secteur public québécois. Non seulement nous y avons consulté les chiffres des six organisations sur lesquelles nous nous sommes penchés (le secteur de la santé, Hydro-Québec, Loto-Québec, la SAQ, la Commission des services juridiques et la Société d'assurance automobile du Québec), mais nous avons aussi rencontré bon nombre d'employés et de cadres de ces organisations. Notre question était simple : est-ce que ça change quelque chose dans vos vies que vous ou votre patron obteniez des bonis ?

De ceux et celles qui reçoivent des bonis, partout la même première réaction : « c'est sûr que ça fait plaisir de recevoir un petit plus. » Ok, très bien, mais après avoir été content ? Ça change votre façon de travailler ? Ça vous donne le goût de travailler plus ou mieux ? De rentrer le matin ? De la part des cadres, la réponse était à peu près unanime : « Non. Pantoute. J'aime ma job, c'est pour ça que je viens au bureau, pas pour avoir 3 % de mon salaire en boni ou pas. »

Persiste dans la croyance des gestionnaires, tant dans le public que dans le privé, l'idée étrange que tout le monde est à l'argent, tout le temps. Bien sûr, que c'est important d'avoir un bon salaire, personne ne le nie. Ça ne veut pas dire que chaque dollar a l'effet sur un salarié d'une miette de fromage sur une souris. Depuis des années, nombre d'auteurs ont souligné que la motivation est causée par un ensemble de facteurs. L'argent est l'un de ces facteurs, mais pas toujours le plus important.

Quand on demandait à des gens dont le supérieur immédiat recevait des bonis si cette situation changeait leur vie, les réponses étaient bien différentes. Ici, on entendait que toute une succursale de la SAQ avait été congestionnée pendant la période des fêtes parce qu'un cadre ne voulait pas faire entrer de nouveaux employés de peur de ne pas recevoir son boni lié à la stabilité de son budget de temps supplémentaire. Là, on nous a aussi parlé d'atmosphère de travail lourde. En effet, au Casino de Montréal, une employée avait l'impression que les bonis étaient distribués de manière arbitraire suivant qu'un employé était ou non apprécié des boss.

Voilà le revers de la psychologie mentionnée plus tôt. Comme quoi ce ne sont pas quelques dollars qui change la motivation de quelqu'un. Donnez cependant à cette même personne la possibilité d'obtenir de l'argent en faisant une action qui n'a d'influence que sur ses employés et qui ne change rien à sa propre vie et il est bien possible que cette personne la fera.

Les systèmes de bonis réduisent l'autonomie des cadres face aux hauts-dirigeants de l'entreprise qui voient là un moyen encore plus efficace de les diriger. Moins d'autonomie se traduit souvent par moins de flexibilité, d'écoute et d'ouverture aux suggestions de ceux et celles qui interagissent directement avec le public.

Pourquoi alors les bonis augmentent-ils dans le secteur public comme les chiffres nous ont permis de le constater (atteignant, en 2008-2009, 105 M\$ dans les organisations étudiées) ? En partie à cause d'une confiance aveugle en une idéologie simpliste de la performance et de la motivation importée des théories managériales du secteur privé. Pourtant, à l'exception d'Hydro-Québec et de Loto-Québec qui ont refusé de nous fournir les documents demandés, aucune des organisations étudiées n'évalue son système de bonification. Combien coûtent les évaluations des salarié-es ? La performance générale croît-elle vraiment ? La motivation augmente-t-elle ? Selon leurs réponses, ces organisations n'en ont aucune idée. Leur adhésion à des systèmes de bonification à la performance semble être, de ce point de vue, un acte de foi.

Acte de foi ou geste calculé de certains hauts dirigeants ? Quand on voit la structure des bonis, dont les pourcentages des salaires augmentent presque toujours en fonction de la position hiérarchique, on peut se poser la question. En effet, les données semblent montrer que les bonis tendent à augmenter la vitesse à laquelle se creuse le fossé salarial entre employé-es et cadres. Sous couvert d'adopter des politiques de bonification pour « attirer les meilleurs » dans le secteur public, n'oublions pas que c'est d'abord aux cadres déjà en place que les bonis sont versés, sans conséquences positives évidentes. Quant aux bonis versés aux employé-es, on a plutôt l'impression qu'il s'agit d'une tentative d'économie lors des négociations salariales. Un petit boni de 3 % peut paraître une augmentation intéressante lors de la négociation, mais il pourrait bien se révéler compressible à volonté en périodes de vache maigre.

Si les actions de certains acteurs précis dans le secteur public peuvent expliquer l'apparition de bonis à la performance, on peut se demander : pourquoi accepter cette politique socialement ? Car, comme le soulignent des chercheurs américains ayant publié sur la question, il se peut bien qu'un supérieur se voit heureux de verser un boni à un salarié qui remplit les objectifs fixés. Il se peut aussi que le salarié soit heureux d'avoir obtenu un boni en continuant de travailler comme avant et que tout le monde sorte gagnant de ce système. Tout le monde, sauf la société qui se retrouve à payer des sommes supplémentaires pour un système de bonification qui n'a pas de conséquences positives importantes.

Les contradictions du néoconservatisme

ÉRIC MARTIN

Le boycott de produits israéliens vendus à la boutique Le Marcheur a servi de prétexte opportun à certains courants de droite pour tenter de discréditer non seulement le député Amir Khadir, mais la gauche en entier. L'intervention récente de Mathieu Bock-Côté dans l'espace public s'avère ainsi symptomatique de la présence, dans notre société, d'un courant politique néoconservateur dont il faut interroger la rhétorique et la philosophie politique pour en comprendre les contradictions fondamentales.

La démocratie, ou le droit d'acheter

Le député Khadir a participé avec le groupe Palestinien et Juif unis (PAJU) à une action de boycott pour dénoncer les exactions israéliennes en Palestine. Évacuant la question politique de fond (mais lointaine, il est vrai), plusieurs commentateurs y ont plutôt vu une atteinte à la « démocratie », assimilée à la liberté de vendre et de consommer des marchandises sans entrave, ici et maintenant.

Dès lors que la démocratie se trouve réduite à cette peau de chagrin qu'est le fonctionnement sans friction de la sphère des échanges commerciaux, quiconque ose perturber le « doux commerce », peut être présenté comme anti-démocrate, « fanatique », extrémiste. Cela a suffi pour jeter l'anathème sur le député Khadir, mais aussi sur la famille politique dont il essaime : la « gauche ».

L'ultragauche ?

Ainsi, sous la plume du doctorant Mathieu Bock-Côté, tant l'altermondialisme que la gauche électorale et la Chine communiste se trouvent amalgamés grossièrement sous le vocable excessif « d'ultragauche ». Cet abus de langage révèle, d'une part, une méconnaissance de l'histoire des mouvements de gauche, et, d'autre part, un empressement intéressé de la droite à assimiler toute critique de la société de marché à l'extrémisme.

Or, le terme « ultragauche » désigne un courant politique bien défini de la Gauche germano-hollandaise associée, dès les années 1920, au communisme de conseils, aux situationnistes (Guy Debord), aux italiens proches de la pensée de Bordiga et enfin à certains communistes libertaires. On ne peut en aucun cas associer la gauche social-démocrate de Québec solidaire ou du mouvement altermondialiste à ces courants plus radicaux et ouvertement anticapitalistes et libertaires, comme le Black Bloc. On peut encore moins les associer, eux qui ont rompu avec le léninisme, à des pouvoirs autoritaires comme la Chine ou... l'Iran à moins de procéder à un raccourci théorique commode.

La « gauche » devient ainsi un immense terme parapluie, gommant les contradictions internes au mouvement, entre hédonistes soixante-huitards, communistes autoritaires et militant-e-s anticapitalistes libertaires. Mais peut-être est-ce l'objectif que de ficeler toute la gauche dans un seul ballot « anti-

occidental » pour mieux faire ensuite l'apologie de la démocratie libérale, de l'économie de marché et la promotion d'une certaine vision néoconservatrice du monde ?

Les contradictions du néoconservatisme

Le courant néoconservateur d'inspiration américaine dans lequel s'inscrit Mathieu Bock-Côté est réputé saisir les relations internationales sous l'angle binaire « ami-ennemi », défendre le patriotisme militaire et soutenir Israël. Il s'oppose également au multiculturalisme, qu'il assimile à un déclin de la culture nationale et des institutions communes. C'est pourquoi ce courant s'oppose au « relativisme moral » attribué à « la gauche », au nom d'un plus grand respect de l'ordre et de l'autorité.

Mais ce relativisme moral n'est pas exclusif à la gauche. Il est propre au libéralisme culturel, politique et économique qui sert d'imaginaire ou d'idéologie de légitimation au capitalisme postmoderne. Ce discours discrédite les institutions, valeurs ou traditions communes. Il nie l'existence de la société, la réduisant à un immense marché ou des individus porteurs de droit passent des contrats et se livrent à des échanges intéressés en vue d'une accumulation maximale d'argent.

Cet anti-institutionnalisme postmoderne a contaminé en bonne partie le discours de la gauche, cela est bien vrai, et il faut le concéder à Bock-Côté. Mais il serait tout aussi faux de prétendre que le néoconservatisme y ait échappé. En effet, le néoconservatisme est traversé par une contradiction fondamentale entre sa défense de l'économie de marché capitaliste et la défense des valeurs traditionnelles au plan social. Or, les valeurs communes qu'il cherche à défendre d'une main sont précisément détruites par la logique économique qu'il défend de l'autre. À l'heure où nos sociétés connaissent une triple crise économique, écologique et culturelle, une remise en question de l'esprit du capitalisme est le seul point de départ d'une véritable analyse des pathologies sociales propres à notre époque.

Si elle est engluée dans un certain postmodernisme, la gauche porte tout de même en elle des valeurs de justice sociale, de solidarité humaine, de défense de la nature. Héritière de luttes historiques, la gauche radicale s'en prend à la matrice même de la dissolution du commun et du devenir-marchandise du monde : la logique de la valeur capitaliste. Elle est tentée de céder à la tentation anti-institutionnelle de la table-rase ou à celle de l'individualisme abstrait, ce dont elle doit se garder. Mais elle demeure seule porteuse d'espoir d'humanité, alors qu'aujourd'hui, même les « néoconservateurs » n'osent plus remettre en question l'extrémisme de l'argent et le libéralisme économique.

Va-t-en guerre ? Restes-y donc !

LOCA NOREGREB

Je commence à écrire ces lignes le soir du 30 décembre, 2010. Viennent de défiler à l'écran de mon téléviseur les visages et les noms des 153 soldats et de la soldate canadien-ne-s, mort-es depuis 2002, en Afghanistan. Des morts insensées, faites en mon nom, et qui me prennent au cœur. Mais je me raisonne pour ne pas pleurer.

Je me demande plutôt : combien d'Afghan-es sont mort-es durant cette période ? Il me paraît choquant de voir l'ampleur de la peine qu'on met en scène pour 154 militaires, alors qu'on ne sait combien de civil-es afghan-es sont mort-es pendant la même période. Si notre prémisses démocratique est que toute vie humaine se vaut, que nous participons tout-es de la même humanité, alors cette asymétrie dans la valeur accordée aux vies selon qu'elles sont « nous » ou « elles et eux » est absurde !

Si nous sommes prêt-es à sacrifier nos enfants pour sauver des femmes Afghanes, c'est que nous valorisons la vie des femmes afghanes en *sacrament*, non ? Alors pourquoi, le reste du temps, se *contrecrie-t-on* de savoir qui est mort à part nos soldats ?

J'étais dans la rue à Québec, en juin 2007, pour m'opposer à ce que « nos » soldat-es québécois-es partent pour l'Afghanistan. J'y étais avec les anarchistes, qui croient en l'équivalence en dignité de tous les humains. J'y étais parce que je suis féministe, donc antimilitariste – la guerre étant, habituellement, une affaire de mâles et qui fait mal aux femmes. Qui a avalé la couleuvre du sauvetage des femmes afghanes, pendant qu'ici on laisse croupir dans la pauvreté (en majorité) des femmes, dont les immigrantes et leurs enfants, quand on ne les déporte pas tout simplement vers pire, en sans-cœur que nous sommes ?

Vous étiez là aussi, parents de soldat-e-s, à Québec – cette capitale mono-culturelle où on ne prend la rue que pour la démagogie, rarement pour la démocratie – à nous gueuler après pendant qu'on manifestait notre opposition à toute cette farce... et maintenant, il faudrait compatir avec votre deuil et pleurer avec vous ?

Étiez-vous si ignorant-es que vous ne saviez pas que la guerre, c'est fait pour mourir ou pour tuer ? Toutes les guerres sont des charniers, on y envoie des armées, bon Yeu ! avec des armes mortelles, bordel ! et des stratégies et des tactiques pour tuer, et après on se désole que tout le monde n'en revienne pas ?

Vous me gueuliez après quand je voulais *prévenir* ces morts absurdes ; je devrais me permettre le luxe de pas pleurer ce soir, de changer de poste pendant ce défilé de portraits, voire même de me dire : j'ai fait ma part pour elles, pour eux, envers et contre leurs parents et leurs conjoint-es, qui ont fait des enfants avec des soldat-es et ont donc accepté le risque d'en faire des orphelin-es. C'est à ces enfants que je pense, car il leur sera difficile, avec le temps et le recul de l'histoire, de garder de leur parent le souvenir d'un héros d'une guerre qui se sera avérée honteuse.

Si jamais mon fils me fait l'horreur de se joindre à un gang de tueurs (militaires, motards ou à cravate), s'il le fait en comptant que je sois dans la rue pour l'acclamer avant qu'il parte à l'autre bout du monde dans son uniforme de meurtrier en puissance...

S'il tombe, victime, ou bien des salauds capitalistes et politicien-nels dont il sera allé faire volontairement la sale besogne, ou bien d'une balle ou d'un mauvais hasard du genre qu'on trouve quand on cherche le trouble et qu'on met sa semelle sur une mine...

S'il me fait ça après que vous soyez venu-es manifester pour qu'il sache que, quoiqu'on lui dise, ce n'est pas en votre nom qu'il s'en va-t-en guerre, ou pour l'empêcher de partir... Eh bien vous savez quoi ? Je vous dispense à l'avance de le pleurer.

Il ne faut pas s'étonner que meurent les enfants auxquels on transmet des valeurs impérialistes, capitalistes, belliqueuses et machistes. Que nos enfants fassent de mauvais, très mauvais, choix de carrière. Ce sont des choix que nous tous, en société, nous rendons possibles en cautionnant encore, aujourd'hui, le conflit armé. Ou en le provoquant avec notre comportement politique et économique outre-mer. Ou en glorifiant l'armée canadienne et en la finançant de nos impôts.

Pour que nos impôts ne servent bientôt plus à financer la guerre : http://www.consciencecanada.ca/resources/brochure_fr.pdf

Charest endosse les sables bitumineux

Manière patapouffienne de prouver qu'il y a pire que le gaz de schiste.

VOUS N'AVEZ PLUS À AVOIR POUR MADAME !
NOUS SOMMES VENUS POUR
VOUS LIBÉRER !!!



LA RÉVOLUTION SILENCIEUSE EN ISLANDE

CAMILLE ROBERT

Tandis que les gouvernements européens et nord-américains consacraient des milliards de dollars afin de relever les banques et les entreprises de la crise économique de 2008, l'Islande, île de quelques 300 000 habitants et habitantes a choisi une autre alternative. La population a décidé de sortir de la crise en refusant de porter le fardeau de l'échec du capitalisme. Depuis, plusieurs changements fondamentaux s'opèrent dans ce pays, si bien qu'on réécrit présentement la constitution. Si ces événements font beaucoup de bruit dans les médias alternatifs, c'est le silence radio chez les médias de masse qui préfèrent taire cette rupture radicale avec la traditionnelle socialisation des coûts et privatisation des profits.

Lorsque la crise financière s'est abattue sur l'Islande, la solution n'a pas été de réinjecter de l'argent public dans les structures malades d'un système dépassé, mais plutôt de reprendre en main l'économie et la politique du pays. Dans un premier temps, les trois grandes banques du pays ont été nationalisées afin d'empêcher qu'un même dérapage ne se reproduise. Furieuse de l'irresponsabilité du gouvernement de droite, la population s'est exprimée par de nombreuses et bruyantes manifestations qui ont culminé avec le siège pacifique du palais présidentiel. Le premier ministre a dû quitter face à la grogne populaire, salué par une foule qui, en guise d'adieu, avait couvert sa limousine d'œufs et de fromage.

Vers la fin de 2008, la banque islandaise Icesave déclarait faillite, laissant au pays une dette de 3,8 milliards d'euros à honorer à ses clients et clientes du Royaume-Uni et des Pays-Bas. Cela représentait un paiement de 12 000€ sur les épaules de chaque citoyen et citoyenne ordinaire, alors que ceux et celles qui s'en étaient mis plein les poches s'en sortaient indemnes autant juridiquement que financièrement. Le parti au pouvoir, plutôt de centre-gauche, souhaitait le remboursement progressif de la dette, mais la population n'entendait pas payer pour la crise et est descendu dans la rue parmi le tintamarre des casseroles qui rappelait l'Argentine de 2001. Un large mouvement s'était mis en place, à la fois formé d'écologistes, d'anarchistes, de féministes, mais aussi de simples citoyens et citoyennes qui en avaient

assez de payer pour les « erreurs » des puissants. Après le dépôt d'une pétition de plus de 60 000 signatures, le gouvernement a été forcé d'organiser un référendum à l'issue duquel 93,3 % des habitants et habitantes en âge de voter se sont prononcé-e-s contre le remboursement de la dette d'Icesave. Alors que les autres pays d'Europe sont aux prises avec des dettes publiques massives et sortent difficilement de la crise, l'Islande se relève tout en entreprenant un ménage de fond dans les affaires politiques.

Ce n'est pas dans le changement de parti, mais bien dans le changement de constitution que le peuple islandais a placé ses espoirs. Le gouvernement de centre-gauche a aussi été chassé afin de refonder les lois du pays qui ne seraient plus établies en fonction d'un contexte économique extérieur, mais pour le bien-être de la population. Le 27 novembre 2010, une assemblée constituante a été formée par 25 citoyens et citoyennes ordinaires élu-e-s parmi un bassin de 522 volontaires excluant les politiciens et politiciennes. Les 25 élu-e-s réécritront entièrement la constitution, qui sera soumise cet été à la population. Plutôt que de susciter le désarroi ou la révolte éphémère, la crise de 2008 aura été la goutte qui a fait déborder le vase.

Néanmoins, l'aventure islandaise ne marque pas de rupture profonde avec le capitalisme ou l'économie de marché. Le projet d'adhésion à l'Union Européenne est encore à l'agenda et le pays n'a pas coupé les liens avec le Fonds Monétaire International, qui voit plutôt d'un bon œil la reprise économique et n'a pas condamné la nationalisation des banques ou le refus de rembourser la dette d'Icesave. Quant à la constitution, on souhaitait la réécrire depuis quelques années car elle avait été calquée sur celle du Danemark après l'indépendance de 1944. La faillite des banques aura plutôt servi d'opportunité pour lancer le projet plutôt qu'une réelle volonté anticapitaliste. Reste à voir l'issue de l'assemblée constituante cet été. Pour l'instant, il est question de sécularisation de l'État et de nationalisation des ressources. Malgré certaines nuances à apporter, le cas de l'Islande comme réponse à la crise économique reste tout de même intéressant et donne une bonne leçon de démocratie aux grands pays qui imposent l'austérité budgétaire à leur population au nom d'un système qui ne fonctionne plus.

Magma frappe un os

MARTIN DUFRESNE

La transnationale canadienne Magma Energy ne pourra peut-être pas acheter à rabais les ressources islandaises d'énergie géothermique. La volcanique chanteuse Björk a en effet poussé un « Wô! » tonitruant à la privatisation de HS Orka. Elle a pris d'assaut les médias islandais et canadiens (Maclean's), en critiquant entre autres les ravages environnementaux du propriétaire de Magma. Et forte du soutien de la célèbre juge franco-norvégienne Eva Joly, Björk a lancé en Islande une pétition d'opposition à cette vente, comptant déjà 45 000 signatures au moment de son dépôt au Parlement le 17 janvier.

C'est un marathon de karaoké mené tambour battant dans quatre villes du pays qui lui a permis de rallier ainsi plus de 15 % de la population islandaise. En jeu, un principe clair : « les ressources naturelles islandaises appartiendront à la population et seront gérées par elle ».

« Les gens de bonne foi protègent nos ressources naturelles et l'intérêt public depuis 100 ans », a déclaré l'artiste. « Les années 2000 ont marqué le début de la vente de nos ressources naturelles et d'une politique d'accès irresponsable. Il est temps de mettre fin à ce malheureux état de choses. »

Le karaoké a coïncidé avec Threttandinn, une journée magique du folklore islandais qui conclut la période des Fêtes et où l'on dit que les créatures surnaturelles se mêlent à la population. Björk a d'ailleurs invité à venir chanter avec elle « elfes, musiciens amateurs et professionnels » et autres passionnés de la nature.

La première ministre Jóhanna Sigurdardóttir avait déclaré que si 35 000 personnes endossaient cette revendication, elle ne pourrait éviter d'en tenir compte. Tiendra-t-elle parole malgré les milliards réclamés par Magma pour annuler le contrat signé l'été dernier?



Icelandic Photo Agency

Le bon exemple

La Chine dénonce l'inaction de la communauté internationale face à la fermeture des serveurs de Wikileaks, et propose d'héberger le site. **MUSIRONIE**

Le bon exemple (bis)

À cause de sa grande expérience dans le domaine, Barack Obama engage l'ex-pdg de BP, Tony Hayward, pour colmater les fuites de Wikileaks. **MUSIRONIE**

Le bon exemple (bis bis)

Maxime Bernier accuse Julian Assange de plagiat, puisque l'ex-ministre a coulé des documents confidentiels bien avant Wikileaks. **MUSIRONIE**

Maire défectueux

La compagnie Ford procède au rappel du maire de Toronto, Rob Ford, après avoir découvert qu'il lui manquait une bolt. **MUSIRONIE**

SILENCE COUPABLE

Un membre de l'ONU sur deux pratique la torture. Le deuxième refuse toujours de parler. **MUSIRONIE**

Un choix sensé

Pour le député fédéral libéral Justin Trudeau, quand on parle d'identité, on ne devrait pas avoir à choisir entre le Québec et le Canada, mais plutôt faire comme lui, et choisir la schizophrénie. **MUSIRONIE**

Révélation étonnantes

S'il n'est pas immédiatement relâché, Julian Assange menace de diffuser des informations prouvant que Barack Obama n'est pas socialiste. **MUSIRONIE**

Haine et violence en Amérique

La folie est quelque chose de rare chez l'individu; elle est la règle pour les groupes, les partis, les peuples, les époques.

Friedrich Nietzsche

EMILIE E. JOLY

Il se pointe à un rallye politique. Même pas un rallye. Un *meet-and-greet* dans le stationnement d'un supermarché. Y'a des voisins qui sourient et se font prendre en photo avec leur représentante du Congrès. Surtout des personnes âgées. L'exercice est fait pour rapprocher l'élue de la plèbe et écouter leurs récriminations matinales.

Il arrive en taxi. Sans change pour payer la course, il passe à la caisse avec le chauffeur. Monnaie en main et arme semi-automatique au poing. Six personnes sont tuées. Treize blessées. Une balle traverse la tête de la représentante démocrate Gabrielle Giffords.

Les réactions sont immédiates et les accusations déferlent dans les médias de masse. Tous les amateurs de psycho-pop y vont de leurs théories de la violence. Le blâme est disséminé à grands coups d'édits, de lettres ouvertes et d'appels en studio. C'est la faute de la droite; c'est la faute de la gauche. De Palin et d'Obama. C'est la faute de l'accès facile et immédiat aux armes; c'est à cause du *gun control* qui empêche de bons citoyens armés de descendre les tireurs fous. Ce sont les Républicains qui promeuvent un climat de haine; et les Démocrates qui menacent la patrie et l'identité américaine à coups de réformes socialistes. C'est la faute de la violence à la télé et dans les jeux vidéo; l'environnement et la socialisation n'ont rien et tout à voir. C'est la faute à Voltaire; c'est la faute à Rousseau.

C'est l'expression d'un *lone-wolf*-malade-mental-armé. Mais c'est toute l'Amérique qui souffre d'aliénation. Jared Loughner souffrait-il de troubles psychologiques, tout comme les États-Unis souffrent de paranoïa compulsive et de troubles de la personnalité.

L'Arizona, au cœur de l'actualité depuis l'approbation du SB-1070 – le champion des lois sur le profilage racial des immigrants –, est un des meilleurs exemples de cette paranoïa collective. Elle perçoit la menace partout : le criminel est celui qui ne porte pas, sur lui, en tout temps, ses papiers d'identité. À force de craindre, à ce point, l'ennemi invisible qui se tapit à l'ombre de la frontière, l'esprit paranoïaque en vient vite à se transformer en personnalité *borderline*. Et c'est ainsi que les États-Unis traversent des épisodes incessants de colère, d'anxiété, de dépression et d'agressivité.

Dans de telles conditions de psychose individuelle et collective, une première avenue de serait pas de limiter l'accès aux armes? Loughner, supposément suspendu du collège communautaire où il étudiait en raison de troubles mentaux qui angossaient professeurs et étudiants quant à sa propension à la violence, a en effet facilement acheté une arme semi-automatique alors qu'il aurait probablement dû être enregistré dans le *National Instant Criminal Background Check System* (NICS). Évidemment, restreindre l'accès aux armes à feu n'est pas gage de stabilité politique, la corde ayant tout aussi bien fonctionné pour imposer un climat de terreur dans le sud américain des années soixante. Mais dans notre époque d'instantanéité et de récompenses immédiates, l'accès aux armes à feu semble propice à l'expression de la haine.

Les années soixante ont été prolifiques en violence politique : assassinats, lynchages, répression. L'ordre établi était remis en question. La question raciale s'imposait pour diviser un nord plus progressiste d'un sud conservateur. Plus d'une centaine de meurtres reliés au mouvement des droits civiques, commis entre juillet 1946 et mars 1968, restent toujours irrésolus. Le discours anti-déségrégation de l'époque ressemble au discours xénophobe, raciste et sexiste d'aujourd'hui. Et ses tenants revendiquent, de la même manière, leur droit à la liberté d'expression. Au nom de la liberté d'expression, les ondes abondent d'attaques contre « Obama le musulman socialiste » et sa *death panels*; et les insultes de raciste, traître et menteur regorgent dans la bouche de Sarah Palin, de Joe Wilson, de Glenn Beck et

de Rush Limbaugh. Ces derniers se défendent catégoriquement de faire l'apologie de la violence et de contribuer à un climat de haine. Un peu comme George Wallace, gouverneur de l'Alabama entre 1963 et 1967 – et plus tard de 1971 à 1979 et de 1983 à 1987 –, qui refusait de reconnaître que ses discours racistes pavaien la voie aux actions du Ku Klux Klan, et que son refus de poursuivre des suspects blancs pour les meurtres de Blacks leur donnait carte blanche pour assassiner en toute impunité.

Aujourd'hui, la frontière entre discours et actions devient de plus en plus floue et l'apologie de la haine de l'autre est transposée au *mainstream*, menant, inévitablement, à se questionner sur la responsabilité des politiciens et des émules des chaînes câblées. Alors que Jesse Kelly – l'opposant républicain de Gabrielle Giffords aux élections de novembre – organisait une levée de fonds où les participants pouvaient « *Get on Target for Victory in November, Help remove Gabrielle Giffords from office, Shoot a fully automatic M16 with Jesse Kelly* » et que Sarah Palin identifiait avec des cibles les Représentants à « déloger » en raison de leur appui à la réforme de la santé, ces discours symboliques doivent porter le poids de la violence qu'ils appellent.

Les *African Americans* ont obtenu la garantie de leur droit de vote en 1965 avec la signature par Lyndon Johnson du *Voting Rights Act*. Mais encore aujourd'hui, un constat s'impose : l'élection d'un Black à la présidence dérange. Musulman, socialiste et traître ne sont que des insultes. Des mots utilisés dans le jeu politique pour faire pencher la balance populiste. Mais immanquablement, ces insultes attisent un climat de haine nourri par une histoire de violence. Et, aux États-Unis, la sentence pour trahison est claire : la peine de mort.

Volte-face stratégique

Une vingtaine d'experts internationaux ont appelé le président américain Barack Obama à changer de stratégie en négociant avec les Talibans plutôt qu'avec les Républicains. **MUSIRONIE**

Abus et violations de l'industrie minière

Made in Canada

WALTER LAUPICHLER

L'agresseur a tiré à la tête, à bout portant. La balle est entrée près de l'œil droit. On a transporté la victime dans la clinique la plus proche, puis à l'hôpital.

Il ne s'agit pas de l'attentat contre la congressiste de l'Arizona Gabrielle Giffords, mais bien de l'attaque armée subie par Doña Teodora Antonia Hernandez Cinto à San José Nueva Esperanza, au Guatemala. Si le crime de Giffords a été celui de résister à l'offensive ultraconservatrice du Tea Party, celui de Doña Teodora a été d'appartenir à un mouvement autochtone opposé à une minière de la multinationale canadienne Goldcorp.

Comme la congressiste étasunienne, Doña Teodora avait reçu des menaces depuis quelques temps. Face à Goldcorp qui tentait d'occuper les sources et les territoires ancestraux de sa communauté, elle luttait pour maintenir le droit à l'eau. Deux jours plus tôt, le 5 juillet, les deux filles d'une autre militante de la communauté en opposition à la mine, Gregoria Crisanta Pérez, revenaient de l'école lorsqu'un véhicule de la compagnie a tenté de les écraser.

Ceux qui croient toujours à l'idée d'un Canada socialement responsable et engagé pour la paix dans le monde auraient tout intérêt à se mettre à jour.

Selon un rapport de 2009 de l'Association des prospecteurs du Canada (PDAC), les compagnies minières canadiennes sont impliquées dans quatre fois plus de violations de la Responsabilité sociale des entreprises (RSE) que les minières des autres pays. Ce rapport avait été gardé secret jusqu'à ce que l'ONG MiningWatch le dévoile récemment.

Ce n'est pas un hasard si le Réseau Abya-Yala de Coordination anti-minière organise chaque année, devant les ambassades du Canada, une Journée d'action globale contre les mines à ciel ouvert. Ce réseau s'est formé à Toronto lors d'une rencontre des représentants des communautés affectées par des minières et ayant choisi d'unir leurs efforts pour venir à bout du silence des médias sur les crimes commis et l'impunité qui subsiste.

Rien à envier au Tea Party

La journaliste Linda McQuaig a fait paraître dans le Toronto Star un article portant sur les discours politiques et la responsabilité sociale de ces derniers au regard de la malléabilité de l'opinion publique à travers les médias de masse. Elle écrivait dans ce texte que le Canada n'a « rien à envier » au Tea Party et à Sarah Palin puisque Tom Flanagan, un conseiller politique du premier ministre du Canada, a déclaré en entrevue à la télévision que le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, « devrait être assassiné » et que le président « Obama devrait mettre sa tête à prix et lui envoyer un drone ou quelque chose du genre ». McQuaig ajoute qu'une téléspectatrice, Janet Reymond, avait alors envoyé un courriel à Flanagan en protestant pour cet appel à l'assassinat. Elle a reçu une réponse anonyme lui disant « fais attention, nous savons où tu habites ». Tom Flanagan enseigne toujours la science politique à l'Université de Calgary.

w.l.

La Grèce négocie un délai de remboursement de sa dette

Le ministre des Finances grec George Papaconstantinou propose de placer quelques voyelles en garantie chez un usurier du FMI.

MUSIRONIE

Nobel de la paix

Le Comité innove et remet le prestigieux prix à une chaise vide fabriquée en Chine.

MUSIRONIE

SARKO EXPLIQUE SON SOUTIEN À BEN ALI

COMMENT AURAIS-JE
PU LUI FAIRE LA
LEÇON...

... IL ÉTAIT MEILLEUR
QUE MOI POUR FAIRE DISPARAÎTRE
LA RACAILLE!



BOBIDOCHÉ '11

Vol du manteau de Christian Paradis lors d'un événement bénéfique

Le Ministre avoue que ce n'est pas la première fois qu'il a des troubles de manteaux.

MUSIRONIE

NON NOUVELLE

Plusieurs chaînes en panne de nouvelles en continu ont déploré le séisme de 7,1 au Chili qui n'a fait aucun mort et presque pas de dommages matériels.

MUSIRONIE

Transports

Un otage de la route attend avec impatience qu'on installe des postes de péages pour payer sa rançon.

MUSIRONIE

Financement de Montréal

Gérald Tremblay propose de placer des parcomètres sur le pont Jacques-Cartier afin de tirer profits des nombreux embouteillages.

MUSIRONIE

Charité médiatique

Plus de 213 000\$ ont été amassés à Montréal lors de la Guignolée des médias ce qui permettra de lutter un peu contre la pauvreté de contenu.

MUSIRONIE

Charité corporative

La compagnie Huggies annonce un programme de distribution gratuite de couches aux bébés défavorisés qui sont dans leurs besoins.

MUSIRONIE

Le système PKP

Après que l'agence QMI ait nommé Pire-Karl Péladeau personnalité de l'année, les licheux à l'emploi de l'agence ont demandé une augmentation de salaire à leur patron.

MUSIRONIE

La façon QMI

Après enquête, l'agence QMI a finalement retrouvé le fauteuil disparu du chef d'antenne Peter Mansbridge en fouillant dans l'arrière-train du lecteur de nouvelles de CBC.

MUSIRONIE

Tous les Hommes naissent libres et égaux, mais...

ON MEURT SOUVENT INÉGAUX

DROR

En 2008, en visite officielle en Tunisie, Nicolas Sarkozy déclarait « n'avoir pas de leçons à donner en droits de l'homme au président Ben Ali. » Je ne cesse de m'étonner que la complicité des gouvernants français et tunisiens se propage si naturellement chez les intellectuels, médias et, finalement, dans la population française...

On a, en effet, vu et entendu beaucoup moins de cris outrés, de mobilisations spontanées et d'intelligentsia parisienne sur la brèche pour les dizaines de morts tunisiens assassinés par une police gouvernementale sanguinaire que pour Neda, cette pauvre femme tuée lors des manifestations violentes de Téhéran en 2009. En France, Bernard-Henri Lévy s'était senti attaqué à titre personnel. Des manifestations furent organisées dans la rue, à la une de la presse, des journaux télévisés, sur Internet, des hommages internationaux, des pleurs sur-médiatisés, des veillées funèbres, des vidéos qui passaient en boucle sur Youtube...

En revanche, pour les dizaines de morts assassinés par Ben Ali, à chaque manifestation, rien de tout cela. Juste quelques chiffres qui s'alignent, 14, 23, 40, 50, des dizaines de morts, anonymes, anecdotiques. Le silence gouvernemental français attendait que la rébellion se calme et que les morts passent par pertes et profits. On naît peut-être tous égaux, mais c'est sûr qu'on meurt inégaux...

Au bout de trois semaines, Michèle Alliot-Marie, ministre des affaires étrangères sort de sa torpeur, non pas pour condamner ou déplorer les morts, mais pour... proposer à Ben Ali l'aide des forces de sécurité françaises! Frédéric Mitterrand, ministre de la culture, embraye : « dire que la Tunisie est une dictature univoque, comme on le fait si souvent, me semble tout à fait exagéré. » Enfin, Bruno Le Maire, ministre de l'Agriculture (de quoi se mêle-t-il?) déclare ne pas vouloir « juger de l'extérieur, comme ça, un gouvernement étranger »... On passe de l'indifférence au soutien explicite d'une répression sanglante.

Une semaine plus tard, la rue aura réussi à chasser Ben Ali, l'un des pires dictateurs et néanmoins l'un des meilleurs amis du monde politique français. C'est une merveilleuse victoire et un message d'espoir aux autres peuples opprimés par des dictateurs apparemment indétrônables. Mais rien ne garantit la suite heureuse des événements, alors tâchons d'en tirer quelques leçons de base pour décrypter les prochaines réactions politico-médiatiques. Notons que les cris effarouchés des hommes politiques et intellectuels *mainstream* français ne s'élèvent que contre les crimes de certains dictateurs sélectionnés et jamais contre les régimes amis (citons parmi ces meilleurs amis, outre la Tunisie, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, la Chine, le Gabon, la Birmanie...).

Profitons-en pour en tirer une autre leçon : ceux contre qui nos politiciens et leurs thuriféraires s'élèvent représentent un danger pour leurs intérêts économiques, voire pour le capitalisme en général (parmi ceux là, le cours de l'Ivoirien est en hausse, mais loin derrière l'Iranien). Ce n'est jamais contre les crimes, parfois réels, de ces dictatures qu'ils s'indignent. Au contraire, c'est *grâce* à ces crimes qu'ils peuvent s'attaquer à ce qui est anticapitaliste chez ces régimes. Retenons donc que si le pouvoir français approuve le prochain dirigeant, ce n'est pas très bon signe pour les Tunisiens. En revanche, à chaque fois qu'il critique un gouvernement, c'est indubitablement qu'il y a quelque chose de bon à en tirer!



MUSIRONIE : L'ÉMISSION DE RADIO
QUI DÉCAPE L'ACTUALITÉ!

Montréal - CIBL, 101.5 FM - Vendredi, 18h00
Québec - CKRL, 89.1 FM - Dimanche, 1h00 am

EN TOUT TEMPS SUR LE WEB
AU WWW.MUSIRONIE.COM

RETOUR AUX SOURCES... D'UNE EXPLOITATION

MARIPIER SANTOIRE-RÉMILLARD

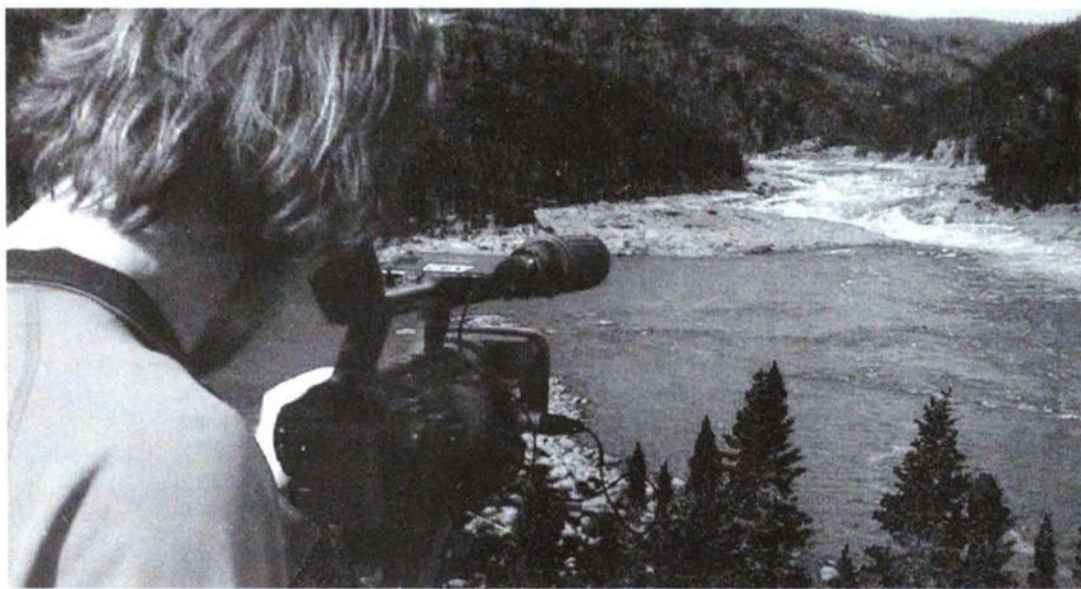
« J e dis souvent qu'il ne faut pas sous-estimer la capacité des gouvernements à se tromper » – Autobiographie de Jean Charest.

Sur la Côte-Nord, tout près d'Havre-Saint-Pierre, coule la rivière Romaine. D'ici 2020, ce flot d'or bleu deviendra la 14^{ème} des 16 plus longues rivières du Québec à être harnachée afin d'en créer une source d'énergie supplémentaire, moyennant l'énorme somme de 10 cents par kilowatt-heure.

C'est en 2008, soit un an avant le début de la construction du barrage, qu'Alexis De Gheldere et Nicolas Boisclair créent *Chercher le courant*, une initiative citoyenne où les pousse à se lancer dans ce grand « River Trip ». Accompagnés par deux membres d'Alliance Romaine, nos deux aventuriers nous font voir les recoins, encore sauvages, de notre vaste et grand pays bleu. En passant par la source de la rivière Natashquan et de la Petit-Mécatina, ils aboutiront, 46 jours plus tard, à l'embouchure même de la Romaine.

Leur périple de 500 km est agrémenté de paysages à couper le souffle et de la narration engagée de Roy Dupuis. Dès les premières minutes, les cinéastes constatent les dégâts laissés par le projet hydroélectrique de Churchill Falls, terminé en 1971, à Terre-Neuve. Ce cours d'eau, maintenant desséché sur 25 km, déversait à l'époque 1300 tonnes d'eau par seconde; il n'en produit plus que 4 à 6 tonnes/s.

Ouvrtement militant, *Chercher le courant* met habilement en parallèle des séquences où des professionnel-le-s de divers milieux interagissent au sujet des enjeux sociaux et écologiques touchant de près ou de loin la grande bataille des rivières. Cette aventure, à laquelle on nous donne la chance d'assister, affiche



une intégrité inébranlable sans jamais verser dans quelque propagande que ce soit. Le film a remporté le Prix du Public lors des Rendez-vous internationaux du documentaire de Montréal 2010.

Les auteurs relatent plutôt les retombées, positives ou non, d'une des pages les plus importantes de notre histoire. Ils réussissent également à esquiver avec brio le piège de la dénonciation à sens unique. On nous propose une multitude de solutions de développement durable, toutes plus réalistes les unes que les autres, pour éviter qu'une industrie rapportant plusieurs milliards de dollars par année au Québec glisse dangereusement sur la pente du néo-libéralisme et prenne le virage du capitalisme sauvage.

Maîtres chez nous?

Depuis le début des années 60, la question de l'hydro-électricité a suscité plusieurs interrogations, tant chez nos élites politiques que chez les populations de la Belle Province. Cinquante ans plus tard, à la lumière des conséquences de certaines de ces décisions au plan écologique et économique, nous sommes en droit d'exiger des réponses à nos questions. Avec l'émergence et l'évolution du courant de pensée environnementaliste qui prend dorénavant une place considérable dans l'espace public, *Chercher le courant* rappelle qu'il est primordial que chaque Québécoise et Québécois soit informé-e et possède les ressources nécessaires pour devenir décideur-e des choix qui s'offrent à nous en matière de richesses naturelles.

Ce n'est pas ça après tout, être « Maîtres chez nous »?

Chercher le courant, film de N. Boisclair et A. de Gheldere, Productions Du Rapide-Blanc, en salle en février.

Mauvais goût

Le fils de Bernard Madoff, Mark, a été retrouvé dans son appartement de SoHo, pendu au bout d'une chaîne de ponzi.

MUSIRONIE

Mauvais goût (bis)

À Saguenay, un homme de 92 ans périt dans un incendie. Respectant ses dernières volontés, la famille finira de l'incinérer samedi prochain.

MUSIRONIE

Mauvais goût (bis bis)

La Cinémathèque québécoise rendra hommage à Claude Jutra, en offrant aux réalisateurs d'ici plusieurs bonnes raisons de se suicider.

MUSIRONIE

Vol crapuleux dans une succursale de la SAQ

Un homme de Rivière-des-Prairies paie 23,95 \$ pour une piquette italienne.

MUSIRONIE

Capsule science

D'après une étude menée par l'Université de Floride, les oiseaux exposés au mercure ont plus de chance d'être gais, surtout si on leur met le thermomètre dans le derrière.

MUSIRONIE

Contention dans les CHSLD

Les bénéficiaires déplorent ne pouvoir rien faire, puisqu'ils ont les mains liées.

MUSIRONIE

Sport extrême

Échangé aux Ducks d'Anaheim, Maxime Lapierre affirme que c'est difficile de partir de Montréal, surtout à l'heure de pointe.

MUSIRONIE

SPORT

Suite au remaniement chez le Canadien, Jacques Martin justifie son geste en affirmant que celui qui n'a jamais été repêché lui lance Maxime Lapierre.

MUSIRONIE

Conseil santé

Selon Santé Canada, une masse corporelle trop élevée est risquée pour les enfants, surtout si on s'assoit sur eux.

MUSIRONIE

Conseil santé (bis)

La santé publique rappelle à la population du Québec qu'il faut à tout prix éviter les urgences en cas de maladie.

MUSIRONIE

La Force du Réseau

La Chine compte désormais 450 millions d'internautes qui ne trouvent aucun résultat quand ils font une recherche Google sur "Place Tian'anmen".

MUSIRONIE

L'histoire qui se répète

1789, Marie-Antoinette: «S'ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche.»

2011, Bébé Doc Duvalier: «S'ils n'ont pas d'eau potable en Haïti... mais qu'ils boivent du Champagne!»

Kurosawa L'individu à contre-courant de la société

FRANÇOIS CAVAILLES

Il n'est pas surprenant qu'il y ait en ce début d'année tant d'hommages à Akira Kurosawa (rétro à Bangkok et expo de ses dessins à Lisbonne en prolongation du centenaire de sa naissance en 1910) car les cinéphiles lui ont toujours connu un art bienveillant. Au milieu des cris de possédés, des yeux exorbités, des samouraïs pourfendus, son cinéma au langage souvent guttural montre bien de la bonne volonté pour les autres, et même avec humanisme selon certains.

Chez Akira Kurosawa, un vrai génie qui a su composer entre cinéma américain et culture nipponne dans le Tokyo de l'après-guerre (souvent montrée fort misérable), l'individu trouve clairement une belle place à contre-courant de la société. C'est une princesse prisonnière de guerre, attachée au poteau de torture, qui se réjouit au nez de ses ennemis d'avoir connu la beauté et l'horreur en ce bas monde («La Forteresse cachée», 1958), ou encore un convive debout lors d'un mariage huppé pour dire tout haut ce que les mauvaises langues murmurent (la scène inaugurale exceptionnelle dans «Les Salauds dorment en paix», 1960).

Passent les décennies et la mise en scène semble toujours aussi experte, moderne et novatrice. Il en ressort de fortes impressions de liberté et de cœur, à partir du vécu sans doute, comme le raconte un peu Akira Kurosawa dans un livre fascinant, «Comme une autobiographie» (Cahiers du Cinéma, Quetigny).

Le cinéaste aime basculer d'un genre à l'autre au gré de ses nombreux films (des policiers de toute beauté comme «Chien enragé», en 1949, et «L'Ange ivre», en 1948, aux magnifiques fresques «Barberousse», en 1965, et «Vivre», en 1952, en passant par les classiques du film de sabre japonais, «Yojimbo», en 1961, «Sanjuro», en 1962, «Kagemusha, l'ombre du guerrier», Palme d'Or au Festival de Cannes en 1980, et autres «Sept Samourais», en 1954).

De toute évidence, ce cinéma très travaillé, et ce sans la moindre gêne à apparaître populaire, tend vers la littérature sans craindre d'adapter Shakespeare, Gorki ou encore le topographe russe Vladimir Arseniev (afin de donner l'inoubliable «Dersou Ouzala», Oscar du meilleur film étranger en 1976).

Si l'âge d'or du cinéma revit à travers l'oeuvre d'Akira Kurosawa, les heures sombres de la vie d'un homme tout à tour alcoolique et suicidaire éclatent aussi à l'écran, ainsi dans la démence collective des «Bas-Fonds» (1957).

En fin de carrière, l'artiste renommé dans le monde entier a pu trouver aux États-Unis un peu de soutien financier (de la part du géant Steven Spielberg pour des «Rêves» édulcorés en 1990 ou du vorace Francis Ford Coppola, aussi fort dans les vins que dans l'exploitation de droits d'auteur à l'étranger). En Amérique, il obtint aussi une reconnaissance parfois douteuse. Selon George Lucas, le scénario de «Star Wars» tiendrait de celui, plus rocambolesque, de «La Forteresse cachée»!

Le dernier jet d'Akira Kurosawa, «Madadayo» (en 1993, à l'âge de 83 ans), traite essentiellement de la vieillesse, le maître du cinéma japonais trouvant dans ses souvenirs un avatar en l'écrivain Uchida Hyakken. Aujourd'hui, ces beaux adieux chaleureux au grand public semblent encore poétiques, mais aussi à la fois bavards et précieux. L'artiste prolifique, fidèle avec ses collaborateurs les plus connus, comme l'acteur très fort dans les combats Toshiro Mifune, s'est éteint en 1998, il y a plus de 12 ans déjà...



RAMON VITESSE

AMOUR À JEUN, éponyme (indépendant/amourajeun.com)

Elaine Martin et JP Villemure était un couple et un groupe - Lora. Il se réunissent sur de nouvelles bases pour ce projet de création électro rock indie. Essentiellement en français, l'ensemble s'offre le bonheur de taquiner le diable des sonorités - c'est un métier pour Villemure qui réalise, mixe (Eve Cournoyer, JohnE5, Michèle O., etc.) et bricole des ambiances ou des rythmiques fascinantes. Les paroles et les voix des pièces, telles *La plus belle perte de temps du monde* ou *Ras le sol*, sont le fait d'Elaine Martin. Les voix sont chaleureuses et pleines de rebondissements en enlaçant langoureusement la musique.

HOT PANDA, How Come I'm Dead? (Mint Records)

Deux garçons et deux filles composent ce groupe d'Edmonton (Alberta) souvent comparé aux Talking Heads... Pour ce second album, le quatuor balance toujours un rock épuré tirant l'énergie des débuts du punk, des mélodies hypnotiques un chouia psychédélique et une approche pas mal garage. John Collins et David Carswell du studio JC/DC de Vancouver (The New Pornographers, The Smugglers, Immaculate Machine, etc.) donnent toute leur mesure sur cet album où deux des musiciens sont multi-instrumentistes - ce qui ajoute claviers, accordéon, trompette et violoncelle aux textures sonores. Avec des textes introspectifs, les voix masculines et féminines appellent de nombreux chœurs et font mouche sur des pièces telles *Shoot your horse* ou *Evil nature*.

PANACHE, éponyme (Grosse Boîte/ Select)

Ce trio rock francophone composé principalement de Benoît Fréchette (guitares) et Carl-Éric Hudon (basse et claviers) se voit complété par David Arpin (batterie). Ce disque aux chansons d'amour un rien absurdes et sucrées (*Le pétrole est une ressource épuisable*, *Penses-tu à la même chose que moi?*, *Taureau*, etc.) ne manque pas de punch et, le plus souvent, on sautille allègrement à son écoute. Une autre particularité des textes reste cette série de clin d'oeil à des films français, par exemple *Le genou de Claire*, d'Éric Rohmer, et *Hiroshima mon amour*, d'Alain Resnais, ce qui correspond à certains aspects rétros de ce disque résolument alternatif.

LES SOUCOUPES VIOLENTES, S'attendre au pire (Belleville International/Patate Records)

Cet album, directement de France, ramène aux années 80 tout en étant dangereusement actuel et nihiliste punk frisant même à l'occasion la chanson. Forcément : Stéphane Guichard revient après avoir débuté à l'époque du tout premier Wampas sur étiquette Tutti Frutti en 1984. Un retour intéressé? Toujours grand enfant, le gaillard multiplie les paradoxes et s'amuse ferme - sur la pochette, une photo d'archive militaire sur laquelle on voit des gradés fixant le ciel comme des crétins et les pièces s'alignent comme autant d'hymnes roboratifs et un tantinet cabochon; il faut entendre *De rien* ou *Elle n'aime pas mes chansons...* Un album hors tout.

EXCLUSIF

Un reportage exclusif en direct sur le premier nid de poule à Montréal révèle qu'il n'y a pas seulement des trous dans la chaussée, mais aussi dans l'information.

MUSIRONIE

Regroupement de tatas

Vidéotron et Tata Communications signent une entente d'approvisionnement stratégique (véridique).

VOUS ÊTES ICI (OU PAS)

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Lire des recensions d'ouvrages me déprime. C'est à se demander pourquoi vous lisez ceci. J'ai rencontré Razmig Keucheyan dans un événement organisé par l'UPop Montréal et Lux où j'avais la chance de massacrer son prénom en animant. À l'entendre ce soir là je me suis dit : ça vaut sûrement la peine de lire son *Hémisphère gauche*.

Son bouquin prétend tracer une cartographie des pensées critiques. Pas une mince entreprise. Pourtant, dans l'ensemble, une belle réussite. Keucheyan synthétise très habilement des pensées complexes. Si j'avais à conseiller un ouvrage à une personne qui veut découvrir la pensée politique contemporaine sans avoir un immense bagage théorique, je voterais Razmig.

Bien sûr, tout n'est pas parfait. Il y a des oublis, mais c'est beaucoup moins europécriste que ce à quoi on pourrait s'attendre d'un Français. Il y a aussi une tentative typologique des intellectuels qui me semble un peu vite faite pour être vraiment intéressante, mais elle peut être utile pour mieux saisir la pensée de l'un ou l'autre.

Ce que cet ouvrage apporte de vraiment bien, c'est la vue d'ensemble. Quand on comprend où est tout le monde, on peut esquisser une image générale et, éventuellement, mieux se situer soi-même.

C'est peut-être ce vol d'oiseau qui a déçu Foglia (*La Presse*, 12-04). Quand on voit de haut, on voit les trous. Eh non, les penseurs critiques qu'on y trouve n'ont pas de projet pour faire une nouvelle société. En effet, c'est plutôt désespérant de voir que le monde intellectuel de gauche a bien changé. Comme le dit Keucheyan, des intellectuels qui sont également des personnages politiques, c'est rare comme de la marde de García Linera (l'actuel vice-

président bolivien qui est recensé dans l'ouvrage). La politique a l'avantage de forcer les gens à proposer quelque chose.

À la défense des intellectuels de gauche, il faut d'abord dire que Keucheyan a laissé de côté les quelques rares qui proposent de nouvelles options : Murray Bookchin et son municipalisme libertaire ; l'économie participative d'Albert et Hahnel, la démocratie générale de Takis Fotopoulos... À sa défense il faut dire que ces auteurs sont tellement ignorés par tout le monde qu'on peut difficilement les considérer dans les ligues majeures. Dans le merveilleux monde académique, si vous n'êtes pas cités vous n'existez pas. C'est comme dans les médias, parlez-en en bien ou en mal, mais parlez-en.

Je ne crois pas pour ma part qu'il suffise d'exprimer « ce besoin désespéré d'un monde autre » que Foglia et moi souhaitons pour pouvoir ensuite se payer le luxe de désespérer face à l'absence de projet politique à gauche. Foglia m'embête et m'a toujours embêté. Je n'arrive pas à comprendre comment ça se fait que quelqu'un avec qui je suis très souvent d'accord écrive dans *La Presse* et se dise, par surcroît, que c'est suffisant. Non pas que je voudrais qu'il arrête d'écrire, loin de là, mais je n'ai jamais trop compris son rapport à l'ac-

HÉMISPHERE GAUCHE

UNE CARTOGRAPHIE DES NOUVELLES PENSÉES CRITIQUES

RAZMIG KEUCHEYAN



LUX

FUTUR PROCHE

tion politique qui me semble la conséquence si évidente du désir qu'il exprime. Si (presque) personne n'a écrit sur la société à construire, pourquoi on ne s'attèle pas à y réfléchir et à le faire ?

N'empêche, sa recension avait l'avantage d'être compréhensible, contrairement à ce qu'on lisait dans *Le Devoir* (01-08). Je ne connais pas monsieur Lapierre, mais pourquoi « Belles ivresses de gauche déçues » ? C'est quoi ce titre ? Depuis quand la pensée politique de gauche est une ivresse ? L'école de Francfort c'est quoi alors ? Un groupe de AA philosophique ? Non mais.

Si l'ouvrage de Keucheyan fait quelque chose, c'est bien nous montrer à quel point ces pensées ne sont pas qu'un délire, mais qu'elles émergent de programmes de recherche sérieux et importants. Qu'elles sont en dialogue

les unes avec les autres. À sa décharge, M. Lapierre n'a peut-être pas choisi son titre. Ça arrive dans les journaux chics. Il a cependant écrit le reste du texte qui est une série de noms d'auteur-es casé-es ici et là au hasard de longues phrases alambiquées. Au revoir cartographie et systématisme, bonjour ésotérisme. De peur de sombrer dans la même eau vaseuse, je réduirai mon commentaire à sa plus simple expression : lisez *Hémisphère gauche*, ce livre m'a appris des choses.

KEUCHEYAN, Razmig, *Hémisphère gauche : une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Montréal : Lux, 2010, 335 p.

La politique a l'avantage de forcer les gens à proposer quelque chose.

Nouvelles technologies

Plusieurs employés de la fonction publique demandent maintenant à être mis sur une tablette, mais électronique.

MUSIRONIE

Honneurs après honneurs

Après avoir été faite citoyenne d'honneur de la ville de Longueuil, la franco-colombienne Ingrid Bétancourt vise maintenant les clés de Greenfield Park.

MUSIRONIE

Tentative de corruption

Un conseiller municipal de Repentigny qui a reçu une robe de chambre de l'entreprise Transport et Excavation Mascouche, a révélé qu'il aurait dû choisir l'enveloppe.

MUSIRONIE

INTERVENTION D'URGENCE-ENVIRONNEMENT À QUÉBEC

Le bris d'une conduite reliant un réservoir de lisier à la station CHOI-FM a entraîné un déversement de diarrhée verbale qui pourrait contaminer le lisier.

MUSIRONIE



VALENTIN TARDI

FAIS PÉTER LES BASSES, BRUNO!

(Futuropolis) de Baru

Le livre commence dans la brousse africaine et s'y achève... Ce livre, branché à un électrocardiogramme, ferait certes péter les basses! Baru, dessine comme le vol d'un oiseau - avec grâce, sans artificiel et, surtout, en conservant le rythme. Sans avoir l'air d'y toucher, ce bouquin qui ramène avec fougue l'immigration et ses rêves, de vieux truands qui souhaitent se refaire, des plus jeunes aux dents longues et la vie qui, si souvent, met son grain de sel et ses épices fortes dans tout ça. Avec Baru, on comprend comment fonctionne l'art séquentiel mais, tout autant, comment un polar accélère avant de dégringoler...

STREET POKER (Glénat Québec) Pierre Poirier et Patrick Henaff
LA VRAIE VIE DE DIDIER SUPER (Delcourt) Didier Super et Emmanuel Reuzé

À l'heure des téléralités il y a des BD qui vont dans ce sens comme la première qui semble faire écho à ce jeune québécois qui remportait récemment 8 millions de dollars dans un tournoi de poker... Ici, on reconnaîtra le foutu mirage que'est le Casino de Montréal dans une intrigue classique et un dessin idoine mettant en vedette un enfant qui ne perd « jamais ». Aux antipodes de la crédulité et des paillettes, Didier Super, un guitariste chansonnier ultra low-fi, décarcasse sa vie d'artiste pourri dans une formule auto parodique et fabuleusement j'en ai rien à foutre. Reuzé, son pote au dessin, a mis le paquet en imitant le style *bad comic* tout en abusant de couleurs fluos.

COMMANDO COLONIAL, 3. Fort Thélème (Dargaud) de Appollo et Bruno

Dans le plus pur style ligne claire on est devant une foutue bonne BD. Comme le titre de la série le donne à penser, il s'agit d'une série militaire mais, là où ça devient intéressant, c'est dans le traitement psychologique du duo de réunionnais défendant ardemment les intérêts de la France « libre » en plein désert. Plus mort que vif, le major se verra poser cette question par une belle apparition : « Alors, c'est donc pour tout cet or que vous allez mourir ? » - personne n'est pourtant dupe concernant les enjeux et, le quartier-maître réunionnais devant la question de l'autre colonisé méhari à savoir s'il est chrétien ou musulman répondra : « Moi, Dieu m'emmerde. ». Une série méconnue à découvrir avec ravissement.

DOWN ON PETAWAWA (Premières Lignes) de Louis Rémillard

Voici un retour en forêt autrement plus poétique et sensuel que son précédent *Voyage en zone d'exploitation* (Les 400 Coups, 2008) qui fustigeait la gigantesque empreinte de l'humain sur la nature. Toujours muet, tel le précédent, ce superbe et simple livre, chante de l'effort d'un petit groupe de canoteurs sur une rivière sauvage avec laquelle ils sont en harmonie, n'en questionne pas moins le polluant aller-retour ville-nature. La dextérité de Rémillard dans le domaine de l'estampe pour un noir et blanc fort et des références à l'histoire l'art, ici et là, sont d'autres atouts de ce petit album publié à Gatineau par un studio coopératif.

POUR EN FINIR AVEC NOVEMBRE (Mécanique Générale/ Les 400 Coups) de Sylvain Lemay et André St-Georges

Les auteurs sont, respectivement, directeur et diplômé de l'École multidisciplinaire de l'image - le programme BD de l'Université du Québec en Outaouais. Il y est question de la cellule Montferrand et de la crise d'octobre commémorées récemment en raison d'un anniversaire. Quelque vingt-cinq années plus tard un maître chanteur revient hanter les survivants de la cellule quasi inconnue... faisant ressurgir un pathétique drame de mœurs. La réflexion politique s'inscrit dans le va-et-vient entre les deux périodes de temps en questionnant les fluctuations et la durabilité des idéaux politiques, ainsi qu'avec un des ex-membres, les liens entre le réel autobiographique (confession) et la fiction (roman). Bien que le dessin puisse parfois faiblir, la lecture s'avère haletante jusqu'au dénouement surprise.

COLTRANE, A LOVE SUPREME (Sarbacane) de Paolo Parisi

Sans fard aucun, le parcours de vie pour le moins difficile de ce saxo noir qui a connu les jours les plus sombres en devenant un des plus grands virtuoses de l'instrument tout en révolutionnant le jazz. La quète de Coltrane, un « homme qui devient son », prend son essence dans une forme mystique qui coïncide avec une société blanche où le noir est moins que rien... Le musicien enregistrera *Alabama* un mois après que quatre fillettes noires furent tuées par une explosion perpétrée par le Ku Klux Klan dans la cimetièrre d'une église baptiste. L'auteur, un Italien, propose un parcours en quatre chapitres correspondant à une œuvre de Coltrane lui-même.

Universalité spécifique

Lors de ses traditionnels vœux de début d'année, le Pape a appelé ses fidèles à faire preuve de respect et de tolérance, sauf envers les homosexuels, les femmes qui se font avorter, les musulmans, les scientifiques et les athées.

MUSIRONIE

Polytechnique : à la recherche de la vérité

MAXIME MORASSE ET MARIE-HÉLÈNE ROUSSEAU

Nous sommes deux. Deux jeunes X et Y. Un homme et une femme. Le massacre de la Polytechnique nous secoue encore, mais quel en est le réel souvenir ? Quelles sont les portées, les conséquences sociales de ce geste sexiste et violent ?

Un homme

Mardi matin, huit heures moins le quart, dans le métro. Je suis homme contre les hommes, un « pisse-assis » selon un étranger. Parce que je lis un livre qui explique les répercussions de la tuerie de l'École Polytechnique ? Non. Parce que ce livre, *Retour sur un attentat antiféministe École Polytechnique 1989*, démontre les conséquences de cet acte sur la lutte des femmes pour l'égalité. Je me demande aujourd'hui comment, autant individuellement que collectivement, remettre à l'avant-plan la vérité liée à cette tuerie : à savoir que c'est avant tout une attaque directe contre les femmes et contre leurs avancées dans la société québécoise. Car - nous le rappelle ce livre - les médias ont traité cette tuerie comme un simple acte de folie.

Une femme

21 ans après la tragédie de Polytechnique. Le « tireur fou » Marc Lépine a assassiné 14 femmes, la plupart étudiantes dans une école de génie. Crime contre les « féministes ». 21 ans après, encore tous ces propos font l'actualité. Malheureusement, la collectivité québécoise se souvient de Marc Lépine, pas des noms des FEMMES victimes qui ont été tuées parce qu'elles étaient étudiantes dans un milieu qui devait être réservé aux hommes. 21 ans après, c'est un discours plutôt antiféministe qui ressort et qui, d'ailleurs, utilise cette tuerie pour tenter de démontrer la souffrance masculine (Lépine) au détriment du féminisme. Les médias et l'espace public laissent de plus en plus de place aux discours « masculinistes », leur donnant ainsi une tribune pour nommer leurs pertes, leur souffrance depuis l'avènement du féminisme. L'après-Polytechnique est donc devenu une cible à atteindre pour discréditer les revendications des femmes en regard de celles des hommes, comme si les unes faisaient ombre aux autres. D'ailleurs, ce phénomène signifie maintenant remettre aux féministes (ou aux femmes) beaucoup de problèmes sociaux tels que le taux de suicide, le décrochage scolaire des garçons, la féminisation de notre société, etc.

Du travail...

Aujourd'hui, en entendant encore ces propos (dans une population qui résiste à assigner ce crime à un misogyne né d'une société où la femme commençait à prendre une place, SA place), je me demande en tant que citoyenne, femme, mère, sœur, fille, conjointe, si les hommes aiment les femmes. Pas individuellement, mais collectivement. La prétendue évolution des mentalités depuis 1989 prend-elle en compte l'inégalité, l'injustice, le mépris et la violence dont sont victimes les femmes ? Il se construit, depuis Polytechnique, un pouvoir de solidarité masculine au détriment des femmes... Que s'est-il passé ? Pourquoi cette peur de considérer que nous pouvons, femmes et hommes, avancer ensemble dans une société ? Bien que 21 ans se soient écoulés depuis le massacre de la Polytechnique, les violences masculines collectives et individuelles font encore des victimes. Trop de victimes. Le travail auprès des femmes et des enfants victimes de ces violences est essentiel. Encore, les droits des femmes sont en jeu, ils sont à défendre chaque jour. Il y a une illusion que la société maintient quant à l'égalité entre les femmes et les hommes, et ceci freine le combat quotidien des victimes et des acteurs sociaux qui souhaitent changer les mentalités et y travaillent. À bas les illusions. Parlons de vérité.

Retour sur un attentat antiféministe École Polytechnique 1989, livre/DVD sous la direction de M. Blais, F. Dupuis-Déri, L. Kurtzman et D. Payette, Éd. du remue-ménage, 2010.

